
61ème Édition

REVUE DE PRESSE

Sécurité & Défense



ASSOCIATION PANTHÉON- SORBONNE SÉCURITÉ- DÉFENSE

Rédacteurs:

Amzina DAOUSSA DEBY, Bastien POULIQUEN,
Elina RIBEIRO DA COSTA, Lucie SCARNIERE,
Julien DEBIDOUR LAZZARINI et Martha RAFFAELLI



61ème Édition

Sécurité & Défense

Sommaire:



1. Afrique

- 1.1. Crise sécuritaire en RDC avec l'escalade des affrontements et l'implication rwandaise
- 1.2. La diplomatie du spyware israélien en Afrique



2. Amériques

- 2.1. Le Mexique se prépare à l'afflux de migrants avec le retour de Donald Trump
- 2.2. La Colombie en proie à la guerre des guérillas et au chaos du Catatumbo



3. Asie

- 3.1. Échange de prisonniers entre Talibans et États-Unis avec la médiation du Qatar
- 3.2. Moscou et Téhéran consolident leur alliance avec un partenariat global



4. Europe

- 4.1. Slovaquie : la coalition parlementaire de R. Fico en difficulté
- 4.2. Le second mandat de Trump menace la souveraineté européenne



5. Focus

- 5.1. La Russie intensifie la guerre hybride en mer Baltique





1.1. Crise sécuritaire en RDC avec l'escalade des affrontements et l'implication rwandaise

Aux abords de la ville de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), les combats s'intensifient depuis dimanche 26 janvier, entre l'armée congolaise et le groupe antigouvernemental M23, soutenu militairement et stratégiquement par le Rwanda.

Située à la frontière rwandaise, la ville compte un million d'habitants et presque autant de déplacés et connaît l'avancée des troupes du M23 et de quelques 3 000 à 4 000 soldats rwandais depuis quelques semaines.

Le M23, ou Mouvement du 23 mars, rébellion à dominante tutsie, accuse le gouvernement congolais de ne pas respecter l'accord de paix de 2009 et utilise la recrudescence des persécutions contre la minorité tutsie au Congo pour légitimer ses actions. Après avoir relancé son insurrection en 2022, le groupe contrôle désormais certaines régions stratégiques, notamment la région minière de Rubaya, riche en coltan, une ressource précieuse qui finance sa campagne militaire. Après une tentative échouée de médiation entre la RDC et le Rwanda sous l'égide de l'Angola en décembre 2024, les relations entre Kigali et Kinshasa se crispent graduellement. Ces derniers jours, treize soldats étrangers sont décédés dans les combats, parmi lesquels trois casques bleus de la Monusco, qui compte quelques 15 000 soldats en RDC ; et dix soldats engagés dans la SAMIRDC, la force régionale de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), implantée dans l'est de la RDC depuis 2023 et composée majoritairement de soldats sud-africains.

Face à cette crise, la communauté internationale tente de réduire l'escalade et le Conseil de sécurité de l'ONU a organisé une réunion d'urgence ce dimanche sur la situation en RDC. Dans l'est du pays, riche en ressources naturelles, les conflits perdurent depuis plus de trois décennies. Pas moins d'une demi-douzaine de cessez-le-feu et de trêves ont été instaurés, puis brisés, le plus récent datant du mois de juillet.



Par Martha RAFFAELLI

Sources:

-Le Monde : "RDC : des soldats du M23 sont entrés dans Goma ; le Kenya annonce un sommet de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est", 26/01/2025 ;

- Le Monde : "RDC : le groupe armé M23 et l'armée rwandaise sont entrés dans Goma, principale ville de l'Est, où se déroulent de violents combats", 27/01/2025.



1.2. La diplomatie du spyware israélien en Afrique

Le spyware Pegasus, développé par NSO, continue de semer la controverse en Afrique, un continent où il est déployé pour renforcer l'autoritarisme et museler les voix critiques. Au Ghana, l'achat illégal de ce logiciel par le National Communications Authority en 2015 a révélé un sombre tableau : corruption, surveillance politique et atteintes aux droits fondamentaux. Initialement destiné à contrer des menaces sécuritaires, Pegasus a été détourné pour espionner journalistes, militants et opposants politiques, transformant un pays souvent cité comme un modèle démocratique en un acteur complice de dérives autoritaires.



Sur le plan diplomatique, Israël a habilement utilisé ses cyberarmes pour consolider son influence. En échange d'un accès à Pegasus, plusieurs nations africaines, telles que le Togo, le Maroc ou encore l'Éthiopie, ont soutenu l'accréditation controversée d'Israël comme observateur à l'Union africaine en 2021. Cette stratégie, surnommée "diplomatie du spyware", permet à Tel Aviv de contourner les critiques internationales, notamment celles liées à l'occupation palestinienne.

Les conséquences sont lourdes : un affaiblissement de la transparence institutionnelle et un renforcement des régimes autoritaires. Par exemple, au Togo, des journalistes ont été contraints à l'exil après avoir été ciblés par des campagnes de surveillance. Au Maroc, Pegasus a permis de surveiller près de 10 000 cibles, dont des activistes et opposants politiques.

Ainsi, ces technologies, nées d'un contexte militaire israélien, alimentent un cycle de répression en Afrique, soulignant la nécessité urgente de réguler les ventes de cyberarmes pour protéger les droits fondamentaux et l'équilibre démocratique sur le continent.

Par Amzina DAOUSSA DEBY

Sources:

- *Africa Intelligence* : "Les vétérans de la société de cybersurveillance israélienne NSO rebondissent en Afrique", 10/01/2025 ;
- *Al Jazeera* : "Journalists, activists targeted in Jordan with Israeli-made Pegasus spyware", 01/02/2024 ;
- *Orient XXI* : "Israel's Spyware Diplomacy in Africa", 12/09/2022 ;
- *Reuters* : "Israel ramps up scrutiny of police as NSO scandal spreads", 07/02/2022.



2.1. Le Mexique se prépare à l'afflux de migrants avec le retour de Donald Trump

Le président des Etats Unis, Donald Trump, a mis en place dès son arrivée au pouvoir le 20 janvier 2025 une politique anti-immigration, rappelant le programme « Reste au Mexique » qui avait eu lieu entre 2019 et 2021. De ce fait, le Mexique met en place des mesures pour faire face aux premières mesures du président américain concernant la question de l'immigration.

Le pays s'est déclaré, vendredi 24 janvier 2025, être prêt à accueillir ses citoyens expulsés et, dans une moindre mesure, tout autre migrant ou demandeur d'asile non mexicain refoulé par les Etats Unis, a déclaré le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.



Le nouveau président américain cherche à mettre en place un plan d'expulsion massif et ainsi expulser un million de migrants chaque année, ce qui concerne plus de 11 millions de personnes sans papiers aux Etats Unis. Le Mexique a répliqué avec le plan « Mexico t'embrasse » dans le but de recueillir les migrants dans ses six États frontaliers. Neufs lieux d'accueil vont être construits et des refuges temporaires se mettent en place. Des premiers raids anti-migrants de l'ICE ont été lancés à Boston et à Chicago, « villes sanctuaires » de mairies démocrates qui refusent de collaborer avec la police fédérale dans le cadre de l'expulsion des migrants.

Le risque est que la frontière mexicaine soit saturée rapidement en cas d'expulsions massives. A cela s'ajoute le fait que les migrants qui transitent entre le Mexique et les Etats Unis sont souvent la cible de violences et de disparitions forcées. Les passeurs appartenant au crime organisé participent fortement à l'organisation des migrations, les rendant plus difficiles à sécuriser. Ce programme risque de déstabiliser le Mexique, pays tampon entre l'Amérique du Nord et du Sud et ainsi redéfinir les équilibres régionaux.

Par Elina RIBEIRO DA COSTA

Sources:

- RFI : "Le Mexique se prépare à accueillir les migrants expulsés des Etats-Unis", 25/01/2025 ;
- Courrier International : "Le Mexique s'organise face à la menace de l'"expulsion massive de migrants" annoncée par Donald Trump"
- RFI : "États-Unis: la police anti-immigration lance ses premiers raids pour expulser des sans-papiers", 24/01/2025.





2.2. La Colombie en proie à la guerre des guérillas et au chaos du Catatumbo

La région du Catatumbo, située dans le nord-est de la Colombie, est actuellement le théâtre d'une intensification des violences entre l'Armée de libération nationale (ELN) et des dissidents des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

Ces affrontements ont entraîné une crise humanitaire importante, avec un bilan provisoire de plus de 80 morts et des dizaines de milliers de personnes déplacées au cours des dernières semaines.

Le Catatumbo est une zone stratégique en raison de ses vastes cultures de coca, estimées à plus de 50 000 hectares, ainsi que de ses ressources en pétrole et en charbon. Cette richesse en ressources naturelles en fait un territoire convoité par divers groupes armés cherchant à contrôler les routes du narcotrafic et d'autres activités illicites.

Face à cette escalade de la violence, le président colombien Gustavo Petro a suspendu les négociations de paix avec l'ELN, accusant le groupe de "crimes de guerre". Il a également décrété l'état d'urgence dans la région et ordonné le déploiement de plus de 5 000 soldats supplémentaires pour tenter de rétablir l'ordre. Les conséquences humanitaires sont alarmantes. Des milliers de familles ont été contraintes de fuir leurs foyers, cherchant refuge dans des abris temporaires ou traversant la frontière vers le Venezuela. Les autorités locales peinent à fournir une assistance adéquate aux déplacés, tandis que des organisations humanitaires appellent à un accès sans entrave pour apporter une aide d'urgence.

La Colombie reste donc confrontée à des défis persistants pour instaurer une paix durable, malgré l'accord conclu en 2016 avec les FARC. Le gouvernement colombien cherche désormais à assurer la sécurité de sa population tout en recherchant des solutions pour mettre fin à plus de six décennies de violence.



Par Lucie SCARNIERE

Sources:

- *Courrier International* : "En Colombie, les affrontements impliquant l'ELN font plus de 80 morts et 11.000 déplacés", 20/01/2025 ;
- *AP News* : "Colombians flee to Venezuela as clashes between rebel groups escalate in coca-rich border region", 22/01/2025.





3.1. Échange de prisonniers entre Talibans et États-Unis avec la médiation du Qatar

Le gouvernement taliban d'Afghanistan a annoncé mardi 21 janvier 2025 la libération par les États-Unis d'un détenu afghan en échange de prisonniers américains, au terme de « longues discussions » menées par le Qatar.

Cet échange a fait l'objet de longues discussions qui se sont tenues en secret sous l'administration de Biden puis avec une équipe du gouvernement de Trump. Les Talibans ont annoncé espérer « des progrès tangibles dans les relations » avec les États-Unis.



Le détenu afghan est Khan Mohammed, un combattant arrêté en 2006 pour « narcoterrorisme » dans la province du Nangarhar, dans l'est de l'Afghanistan. Il avait été condamné à la prison à perpétuité dans une prison en Californie. Khan Mohammed est arrivé mardi 21 janvier 2025 à Jalalabad, et a alors déclaré aux journalistes: « De nombreux innocents sont en prison, je demande qu'ils soient tous libérés et puissent rentrer chez eux ». D'un autre côté, les deux détenus américains sont des civils: Ryan Corbett et William McKenty. Toutefois, il reste à réfléchir aux cas d'autres prisonniers. Deux autres Américains, George Glezman et Mahmood Habibi, sont toujours retenus en Afghanistan, ainsi qu'au moins un Afghan, Mohammed Rahim, un proche d'Oussama ben Laden, toujours emprisonné à Guantanamo.

Le Qatar, par l'organisation des négociations se place en pays médiateur et se positionne comme acteur régional important. Le ministère des affaires étrangères afghan a d'ailleurs qualifié le pays de « pays frère ». Le Qatar est, depuis le retour des Talibans au pouvoir en Afghanistan un acteur clé, notamment car il a permis la signature des accords de Doha en 2020 sur le retrait des troupes américaines en Afghanistan mais aussi car il s'occupe du processus d'évacuation des personnes menacées par les Talibans.

Par Elina RIBEIRO DA COSTA

Sources:

- *Le Monde* : "L'Afghanistan annonce un échange de prisonniers avec les États-Unis au terme de « longues discussions »", 21/01/2025 ;
- *Le Monde* : "Afghanistan : comment le Qatar s'est replacé au centre du jeu diplomatique", 14/09/2021 ;
- *RFI* : "Le gouvernement taliban annonce avoir procédé à un échange de prisonniers avec les États-Unis", 21/05/2025.



3.2. Moscou et Téhéran consolident leur alliance avec un partenariat global

Le 17 janvier 2025, les présidents Vladimir Poutine et Massoud Pezeshkian ont scellé un accord stratégique global au Kremlin, marquant une nouvelle étape dans le rapprochement entre Moscou et Téhéran.

Ce partenariat, qui s'inscrit dans un contexte géopolitique marqué par des tensions accrues, réaffirme leur volonté de renforcer leurs liens militaires, économiques et diplomatiques, tout en affichant une opposition frontale à ce qu'ils qualifient de « diktat occidental ».



L'accord, qui s'étend sur 47 articles, met notamment en avant une coopération militaire renforcée et un soutien mutuel face aux menaces sécuritaires. Toutefois, contrairement au pacte conclu entre Moscou et Pyongyang, incluant une assistance militaire immédiate ; aucune clause ne prévoit une assistance militaire automatique en cas d'agression. Par ailleurs, l'accord prévoit des projets conjoints dans le domaine nucléaire et revivifie de fait les inquiétudes occidentales liées au programme nucléaire iranien. Mais cette absence de clause d'assistance immédiate souligne une différence notable dans les relations de Moscou avec l'Iran par rapport à celles établies avec la Corée du Nord. Le pacte russo-nord-coréen a permis, de fait, à Pyongyang, d'accroître ses capacités militaires grâce à un soutien technologique direct, renforçant les capacités balistiques de la Corée du Nord et solidifiant son rôle dans cette alliance trilatérale émergente.

Cet accord stratégique, dessinant la volonté des deux dirigeants de remodeler l'équilibre mondial en promouvant une vision multipolaire, s'inscrit dans un contexte géopolitique particulier. En outre, la guerre en Ukraine a catalysé une convergence sans précédent entre la Russie et l'Iran, tous deux frappés de façon accrue par des sanctions économiques imposées par l'Occident, tandis que le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche marque la revivification des tensions entre Washington et Téhéran.

Par Martha RAFFAELLI

Sources:

- *L'Orient Le Jour* : "La Russie et l'Iran signeront vendredi un "Accord de partenariat stratégique global", 13/01/2025 ;
- *Euronews* : "La Russie et l'Iran renforcent leur alliance avec un nouveau pacte stratégique", 17/01/2025 ;
- *L'Opinion* : "La Russie et l'Iran renforcent leur alliance avec un nouveau pacte stratégique", 17/01/2025.



4.1. Slovaquie : la coalition parlementaire de Robert Fico en difficulté

Membre de l'OTAN depuis 2004, le soutien populaire slovaque à l'alliance s'est fissuré ces dernières années dans le contexte de la guerre en Ukraine. Ainsi, le député Tibor Gašpar membre de la coalition parlementaire dite pro-russe (Smer-SD) a envisagé au cours d'une allocution le départ de la Slovaquie de l'OTAN et de l'UE, cela au cours de débats parlementaire visant à inscrire dans la constitution l'appartenance slovaque à ces dernières.



Propos immédiatement rejeté par son parti politique, mais décrit par le chef du premier parti d'opposition (Slovaquie Progressiste) Michal Šimečka comme la volonté d'ouvrir progressivement le débat à cette question. Ivan Mikloš, ancien ministre des finances slovaque et directeur du think tank MESA 10, ajoute dans un entretien pour Politico : " [qu'il teste] juste le terrain, car l'UE est et restera un obstacle pour R. Fico dans ses tentatives de prise de contrôle autoritaire du pays". Néanmoins, en réponse à la dernière visite du premier ministre en Russie, d'importantes manifestations sont en cours dans une vingtaine de villes slovaques. Le Président Peter Pellegrini (soutien de la coalition de R. Fico) a ainsi averti du caractère "organisée et intentionnelle [de la hausse des tensions] dans le but d'accroître les manifestations de dissidence, même au-delà des manifestations pacifiques". S'accordant avec R. Fico pour y voir la main de l'extérieur. La position géographique du pays à la frontière avec l'Ukraine donne à l'évolution de sa politique intérieure un caractère particulier. Ayant dépassé la barre des 2% du PIB accordé à la défense en 2021 (budget qui poursuit une hausse tendancielle), et soutenant l'Ukraine à hauteur de 700 millions d'aides militaires (aujourd'hui purements défensives) ; la Slovaquie reste pour le moment un acteur concret de l'OTAN dans la région. Néanmoins, l'absence d'hésitation du premier ministre à inclure l'aide aux réfugiés ukrainiens dans les négociations relatives au gaz russe importé, démontre qu'une perception changeante de la menace russe pourrait trouver des conséquences sur le court et moyen terme.

Par Bastien POULIQUEN

Sources:

- *Army technology* : "Slovakia spends 2.2% of GDP on defence in 2024 – GlobalData", 04/12/2024 ;
- *Politico* : "Anti-Fico protests build as Slovak PM mutters about foreign 'coup'", 24/01/2025 ;
- *ENR* : "President and political parties rejected any discussion about Slovakia's withdrawal from the EU and NATO", 19/01/2025 ;
- *CNN* : "Slovakia threatens to reduce aid to Ukrainian refugees in spat over Russian gas", 03/01/2025.





4.2. Le second mandat de Trump menace la souveraineté européenne

L'intronisation de Donald Trump apparaît déjà comme un bouleversement majeur pour la situation globale de l'Europe, affectant les capacités stratégiques, économiques, énergétiques et politiques du vieux continent. Sur le plan stratégique, Trump réitère ses exigeantes requêtes envers les membres européens de l'OTAN, appelant à une hausse substantielle de leurs contributions financières et à l'achat direct d'armements américains (L'objectif imposé serait de porter les dépenses de sécurité à 5 % du PIB, alors que certains pays tels l'Italie, ont déjà des difficultés à atteindre les 2 %...).



Cette approche aggrave les tensions transatlantiques et alimente les débats autour de l'autonomie stratégique européenne. Si la France et l'Allemagne, plaident pour un renforcement de la défense européenne, d'autres (Pologne et pays baltes), plus alignés sur Washington, se montrent réticents. Économiquement, Trump met en œuvre une politique de pression commerciale, menaçant de sanctions et remettant en question l'équilibre des relations transatlantiques. La controverse autour du Groenland illustre cette dynamique offensive dans la guerre des récits, de même que l'imposante annonce du projet « Stargate » sur les systèmes d'IA. La réponse européenne demeure divisée : tandis que Bruxelles peine à adopter une posture unifiée, certains États (France, Royaume-Uni, Allemagne), pourraient explorer des partenariats bilatéraux plus étroits face à cette ère d'imprévisibilité américaine. Politiquement, la réélection de Trump accentue les fractures au sein de l'UE. Ses actions polarisent les États membres, opposant ceux qui souhaitent maintenir une coopération transatlantique « as usual » à ceux qui militent pour une Europe plus souveraine en raison des accusations ouvertes de Trump. Cette division affaiblit la cohésion européenne, mais ravive aussi les projets trans-européens (défense commune et résilience énergétique). Ainsi, le franc-parler de Trump pose un dilemme aux pays européens : concilier la gestion des pressions américaines avec la nécessité de renforcer son unité et sa souveraineté. Une situation tendue qui pourrait tant rassembler que diviser au sein d'une Europe cernée entre le triptyque États-Unis / Chine / Russie.

Par Julien DEBIDOUR LAZZARINI

Sources:

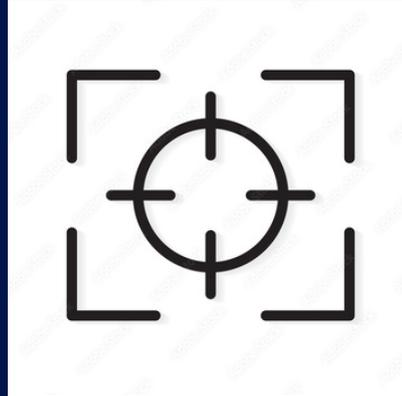
- Le Grand Continent : "Entre Trump et Poutine : 10 points sur la défense européenne en 2025", 17/01/2025 ;
- France 24 : "Europe : le défi Trump", 23/01/2025 ;
- Le Point : "Trump exige des Européens un effort militaire sans précédent", 24/01/2025
- Opex 360 : "Pour le secrétaire général de l'Otan, les Européens devraient payer les armes américaines destinées à l'Ukraine", 23/01/2025 ;
- Euractiv : "L'Europe réagit aux menaces de Donald Trump à l'encontre du Groenland", 08/01/2025.





5.1. La Russie intensifie la guerre hybride en mer Baltique

La guerre hybride, se définissant comme l'utilisation combinée de modes d'actions militaires cinétiques et de stratégies non-conventionnelles telles que la manipulation de l'information, les cyberattaques, les sabotages ou l'ingérence politique, reflète les dynamiques des conflits contemporains. Spécialiste des opérations hybrides, la Russie est accusée d'exploiter ces tactiques pour saper le moral des Européens.



La mer Baltique, cette région, traversée par des infrastructures économiques et énergétiques critiques comme les pipelines, les câbles sous-marins et les routes commerciales, est le théâtre d'une intensification des tensions entre la Russie et l'Europe. Récemment, plusieurs incidents ont suscité l'inquiétude des pays riverains. En octobre 2024, des câbles de télécommunications reliant l'Europe au reste du monde ont été endommagés en mer Baltique. La Suède, soutenue par l'Allemagne, a lancé une enquête pour déterminer si ces incidents relèvent d'un sabotage. Récemment, la énième détection d'un « navire espion russe » dénommé « Yantar » au large de la Manche, auparavant déjà intercepté par un sous-marin britannique en novembre 2024, a renforcé les craintes sur l'existence d'une « flotte fantôme russe » visant à fragiliser les infrastructures occidentales; ce que nie Moscou.

Face à ces menaces hybrides, les pays européens adaptent leur stratégie de défense. L'Allemagne a annoncé la création d'une quatrième division de son armée, spécifiquement dédiée à la protection des infrastructures critiques et à la sécurité intérieure. Au-delà de l'Atlantique, les États-Unis mobilisent des outils d'intelligence artificielle pour anticiper les comportements de dirigeants mondiaux, notamment grâce à des « jumeaux numériques » créés par la CIA. Cette innovation, au stade embryonnaire, pourrait révolutionner les capacités essentielles de prédiction et d'anticipation.

La mer Baltique, laboratoire de cette nouvelle forme d'affrontement, constitue un terrain où se dessinent les contours des conflits de demain. Face à ces défis, l'innovation technologique, la continuité stratégique et une coopération renforcée apparaissent comme les piliers d'une stratégie de résilience globale efficace.

Par Julien DEBIDOUR LAZZARINI

Sources:

- France 24 : "Mer Baltique : flotte fantôme russe, sabotages et guerre hybride", 24/01/2025 ;
- Libération : "La mer Baltique, laboratoire de la guerre hybride entre la Russie et l'Europe", 22/01/2025 ;
- Sud-Ouest : "Guerre hybride : Londres met en garde Poutine après la détection d'un « navire espion russe » dans la Manche", 22/01/2025 ;
- Opex 360 : "Guerre hybride : L'armée allemande va créer une quatrième division, dédiée à la « sécurité intérieure »", 13/01/2025 ;
- France Info : "Un "navire espion russe" repéré dans la Manche par la marine britannique", 22/01/2025.



